

Rapport de la Suisse sur les mesures prises pour soutenir les pays africains touchés Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) dans la mise en oeuvre cette convention.

Table des matières	page
1) Résumé	2
2) Avant-propos	3
3) Partenariats et participation de la Suisse aux processus consultatifs nationaux et régionaux constitués pour la mise en oeuvre de la CCD en Afrique	4
3.1. Introduction	4
3.2. Partenariat avec les communautés rurales	5
3.3. Partenariat avec les ONGs, instituts de recherche et organisations régionales et internationales	5
4) Mesures prises pour aider à l'élaboration et à la mise en oeuvre des programmes d'action à tous les niveaux et informations sur les ressources financières fournies au plan bilatéral et multilatéral	6
4.1. Engagement et approche adoptés par la Suisse pour la mise en oeuvre de la CCD en Afrique	6
a) Contribution aux PANs et au dialogue sectoriel sur les ressources naturelles	6
b) Aspects organisationnels de l'aide suisse	7
4.2. Engagement général de la Suisse dans les pays Parties touchés en Afrique	7
4.3. Présentation du programme de la coopération suisse avec les pays Parties touchés en Afrique	8
4.4. Contributions financières aux activités spécifiques des organes de la CCD.	10

Annexe: Le programme d'appui de la Suisse dans le domaine de la lutte contre la désertification en Afrique.

1. Résumé

Depuis qu'elle a ratifié la CCD en janvier 1996, la Suisse a poursuivi son soutien actif à la Convention tant au niveau du processus de négociation et d'approfondissement technique et scientifique qu'au niveau des moyens mis en œuvre pour la lutte contre la dégradation des terres dans les pays touchés par la désertification.

Récemment, la Suisse a apporté tout son appui à la création du domaine prioritaire "Dégradation des terres" du FEM. En parallèle à cette ouverture, la coopération suisse, dans le cadre de son programme en faveur de la protection de l'environnement global, a ouvert un secteur "Gestion durable des terres" et a déjà initié plusieurs actions sur le terrain (Syrie, Jordanie, Mali).

La reconnaissance par le WSSD de 2002 de la CCD comme "instrument majeur de réduction de la pauvreté" a stimulé encore la motivation de la Suisse grâce à la convergence entre cette convention et son engagement vis-à-vis de la réduction de la pauvreté et de l'accès à la sécurité alimentaire dans les zones subissant de fortes contraintes environnementales.

La coopération suisse privilégie le travail avec et en faveur des communautés rurales dans le cadre de processus participatifs allant jusqu'à l'attribution de fonds souples mis à la disposition des partenaires. Par le renforcement de capacités techniques et de gestion, individuelles et collectives, c'est l'empowerment des populations rurales, en particulier des petits producteurs et de leurs représentants, que le programme de la coopération suisse s'efforce de faciliter. Pour mieux contribuer à la mise en œuvre de la CCD en Afrique, la Suisse collabore avec de nombreuses ONG suisses et africaines, mais aussi internationales ou régionales ayant fait la preuve sur le long terme de leur valeur ajoutée quant à la stimulation de la coopération régionale. Enfin, la décentralisation avec la reconstruction des pouvoirs et responsabilités locaux, notamment vis-à-vis de la gestion des ressources naturelles, ainsi qu'une démocratisation de mieux en mieux affirmée ont beaucoup orienté les programmes de la coopération suisse au cours des dernières années.

Sans avoir été directement impliquée dans le soutien à l'élaboration des PANS, la Suisse participe cependant régulièrement à la concertation des partenaires sur la gestion des ressources naturelles et la mise en marche d'actions de lutte contre la dégradation des terres dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

L'aide publique suisse dans le domaine de la lutte contre la désertification est gérée par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) qui fait partie du Département Fédéral des Affaires étrangères.

Les ressources allouées aux programmes et projets de la DDC et des principales ONGs suisses en faveur du développement rural, d'activités de conservation des sols, de développement agricole et de gestion des ressources naturelles en Afrique s'élèvent à **101'090'660 francs suisses** (CHF) (US \$ 67'393'800) pour la période 2000-2003, ce qui fait un investissement moyen annuel de 25 millions de francs suisses par an durant cette période.

Par région, les totaux sont les suivants:

Afrique du Nord	4'796'500
Afrique de l'Ouest	60'826'840
Afrique de l'Est et du Sud	31'485'500
Programmes globaux	3'981'820
total	101'090'660 CHF

Les montants spécifiques à chaque projet/programme et dans chaque pays ainsi que les domaines thématiques et sectoriels dans lesquels ils sont impliqués sont présentés en annexe du présent rapport, qui fournit aussi des indications sur le statut de ces programmes quant à la durée de la phase actuelle (indications sur les engagements pour les années 2004 à 2006).

Les projets et programmes qui répondent aux nécessités vis-à-vis de la lutte contre la dégradation des terres et la perte de ressources naturelles productives sont tous orientés à une amélioration des conditions de vie des populations et sont dédiés le plus souvent:

- au développement rural, avec des efforts particuliers envers l'économie rurale et la gestion durable des terres, de l'eau et de la végétation.
- à l'agriculture, qui est soutenue par des appuis à une modernisation progressive et une meilleure maîtrise des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux.
- à la restauration des sols dégradés des sols et des écosystèmes forestiers menacés de déboisement.

Chacun des projets consacre une part importante de ses ressources au renforcement des capacités (techniques, de gestion, d'interpellation), au développement socio-organisationnel et à la formation de ressources humaines qualifiées (notamment en recherche).

Au cours de la période 2000-2003, la Suisse a contribué aux activités spécifiques des organes de la CCD avec un montant total de 1'245'000 CHF (US \$ 830'000).

2. Avant-propos

Faisant suite au rapport présenté par la Suisse sur ses activités de soutien de la mise en oeuvre de la CCD en Afrique pour les années 1997, 1998 et 1999, ce rapport est élaboré en vue de la 3^e réunion du Comité chargé du suivi de la mise en oeuvre de la CCD (CRIC 3). Il s'agit d'une mise à jour des activités soutenues par la Suisse durant la période comprise entre janvier 2000 et mai 2004. En ce sens, ce rapport complète celui élaboré antérieurement sur les engagements en Afrique.

La présentation de ce rapport tient compte des nouvelles prescriptions relatives au contenu des rapports formulées par le CRIC 1 (7 questions thématiques principales¹)

¹ a) Processus participatifs impliquant la société civile, les organisations non gouvernementales et les organisations communautaires;
b) Cadres ou arrangements législatifs et institutionnels;
c) Mobilisation et coordination des ressources, tant internes qu'internationales, et, notamment, conclusion d'accords de partenariat;
d) Liens et synergies avec d'autres conventions relatives à l'environnement et, le cas échéant, avec des stratégies de développement nationales;
e) Mesures de remise en état des terres dégradées et la mise en place de systèmes

qui s'ajoutent aux prescriptions générales énoncées dans la décision 11/COP1. Par ailleurs, ce rapport tient aussi compte des modifications de fond au processus d'établissement des rapports qui font l'objet de la décision 8/COP4, à savoir que les activités qui sont présentées sont examinées selon les 7 domaines thématiques et sectoriels spécifiques² définis dans la Déclaration sur les engagements visant à renforcer l'exécution des obligations énoncées dans la Convention.

3. Partenariats et participation de la Suisse aux processus consultatifs nationaux et régionaux constitués pour la mise en œuvre de la CCD en Afrique.

3.1. Introduction

Depuis qu'elle a ratifié la CCD en janvier 1996, la Suisse a poursuivi son soutien actif à la Convention tant au niveau du processus de négociation et d'approfondissement technique et scientifique (participation aux travaux du CST) qu'au niveau des moyens mis en œuvre pour la lutte contre la dégradation des terres dans les pays touchés par la désertification.

En outre, dans la foulée de l'important soutien que la Suisse avait apporté à l'élaboration d'une Convention Internationale sur la lutte contre la désertification (CIND) et aux différentes phases de négociation qui ont abouti à la UNCCD, la Suisse a apporté tout son appui à la création du domaine prioritaire "Dégradation des terres" du FEM. C'est en considérant en particulier les besoins et difficultés des pays africains gravement touchés par la sécheresse, que la Suisse a souhaité que le FEM attribue des moyens financiers supplémentaires à ceux déjà mobilisés par les pays concernés et la coopération internationale. Parallèlement à l'ouverture par le FEM de ce nouveau domaine, la coopération suisse, dans le cadre de son programme en faveur de la protection de l'environnement global, a ouvert un secteur "Gestion durable des terres" et a déjà initié plusieurs actions sur le terrain (Syrie, Jordanie, Mali).

La préservation de l'environnement et du milieu naturel fait partie des cinq objectifs stratégiques que s'est fixés le gouvernement de la Suisse dans le cadre de sa politique extérieure, aussi à ce titre la lutte contre la désertification et la dégradation des terres est-elle un thème prioritaire pour la Suisse. Par ailleurs, lors du WSSD, qui s'es

d'alerte précoce afin d'atténuer les effets de la sécheresse;

f) Surveillance et évaluation de la sécheresse et de la désertification;

g) Accès des pays parties touchés, en particulier des pays en développement parties touchés, aux technologies, connaissances et savoir-faire appropriés.

2 a) Gestion durable de l'utilisation des terres, y compris l'eau, les sols et la végétation dans les zones touchées;

b) Exploitation et gestion durables des terrains de parcours;

c) Mise au point de modes de production agricole et d'élevage viables;

d) Mise en valeur de sources d'énergies nouvelles et renouvelables;

e) Lancement de programmes de reboisement/boisement et intensification des programmes de conservation des sols;

f) Mise au point de systèmes d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire et la prévision des sécheresses;

g) Surveillance et évaluation de la désertification.

tenu à Johannesburg en 2002, la CCD a été reconnue "instrument majeur de réduction de la pauvreté". En ce sens, la CCD revêt une importance accrue pour l'atteinte des Millenium Development Goals. Pour la Suisse, cela se traduit aussi par une convergence avec son engagement vis-à-vis de la réduction de la pauvreté et de l'accès à la sécurité alimentaire, autre objectif stratégique de sa politique extérieure.

3.2. Partenariat avec les communautés rurales

En partant du fait que l'épuisement des ressources naturelles dans les régions arides et semi-arides pèsent de manière disproportionnée sur les populations rurales pauvres, d'une part, et que, d'autre part, ces ressources sont exploitées depuis très longtemps par ces mêmes populations, qui ont développé d'importants savoir-faire, la coopération bilatérale suisse privilégie le travail en partenariat direct avec les communautés rurales et leurs représentants. Une lecture du portefeuille de projets et programmes de la coopération suisse à la lumière des questions thématiques principales et des domaines thématiques et sectoriels spécifiques mentionnés dans l'avant-propos révèle très clairement l'importance du volume d'actions engagées directement avec les communautés rurales. Ces actions sont développées dans le cadre de processus participatifs impliquant les organisations communautaires et des ONG nationales, mais le plus souvent locales ou des structures d'appuis techniques de proximité. Toutes ces actions sont mises en place dans la perspective de permettre la réalisation d'actions par les populations elles-mêmes. Aussi le développement de capacités techniques et de gestion, individuelles et collectives, est un élément central de la coopération suisse, tant gouvernementale que privée. En outre, la coopération suisse accorde un intérêt tout particulier à la gouvernance et au développement local. C'est pourquoi le processus de décentralisation, qui est en marche dans de nombreux pays africains, offre un cadre de soutien accru pour la responsabilisation de la population rurale et de ses élus vis-à-vis de la préservation des ressources naturelles. Généralement, les programmes et projets procèdent d'une démarche qui poursuit des objectifs matériels comme l'amélioration des capacités productives, l'augmentation des revenus, la gestion durable de l'utilisation des terres et/ou la restauration de ressources dégradées. Cependant ces opérations cherchent toutes à renforcer les capacités des acteurs en terme de choix et de prise de décisions, voire de refus de propositions qui détérioreraient leurs conditions de vie à long terme. C'est l'empowerment des populations rurales, en particulier des petits producteurs et de leurs représentants, que le programme de la coopération suisse s'efforce de faciliter. Ceci est conforme à l'esprit de la CCD qui place les populations au centre de ses préoccupations, marquant ainsi une rupture en matière de "théories" et de stratégies de développement des régions sèches. Les instruments employés par la coopération bilatérale suisse sont diversifiés, allant du dispositif de projet à l'attribution de fonds souples mis à la disposition des partenaires locaux.

3.3. Partenariat avec les ONG, instituts de recherche et organisations régionales et internationales

Dans le souci de donner la priorité à la mobilisation des ressources des partenaires, et de manière à ce que le rôle de promoteur leur revienne, la DDC collabore essentiellement avec des ONG locales ou nationales qui ont adopté le suivi-

accompagnement pour soutenir les communautés rurales dans leurs activités vis-à-vis des ressources naturelles, et font du renforcement des pouvoirs et capacités leurs objectifs principaux. Les ONG qui captent pour elles-mêmes tant les moyens (informations, ressources financières) que les apprentissages (formation, instruments) de même que celles qui affichent un radicalisme environnemental se sont souvent révélées des partenaires peu efficaces en terme d'appui aux communautés.

La Suisse a soutenu financièrement les efforts des ONG pour l'établissement d'un réseau d'information et d'échange sur le thème de la désertification (RIOD). La délégation suisse à chaque session de la Conférences des Parties inclut une représentante des œuvres privées d'entraide suisse.

Outre la collaboration avec des agences multilatérales, comme le PNUD, et une contribution à leurs programmes et projets, la coopération bilatérale entretient un partenariat de longue durée avec Club Sahel et l'IIED qui se sont longuement investis dans les domaines des politiques agricoles et de la valorisation de l'agriculture familiale dans le Sahel, de la gestion des terres face à l'émergence des pouvoirs locaux décentralisés et du développement des instruments nécessaires à la mise en œuvre des plans d'action. L'OSS, le CILSS ainsi que le Comité National de Concertation des Ruraux (CNCR, Sénégal) sont également des partenaires importants de la coopération suisse, qui contribue à les soutenir dans leurs activités et leurs initiatives en faveur de la coopération régionale.

En Suisse, plusieurs instituts universitaires sont très actifs en terme de recherche dans des domaines connexes à la désertification et mènent des études ou des réflexions fort intéressantes sur la dégradation des terres, la surexploitation des ressources et les aspects socioéconomiques et culturels qui y sont liés (Institut Universitaire d'Etudes pour le Développement IUED; Institut de Géographie des Universités de Berne et de Lausanne).

4. Mesures prises pour aider à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes d'action à tous les niveaux et informations sur les ressources financières fournies au plan bilatéral et multilatéral.

4.1. Engagement et approche adoptés par la Suisse pour la mise en œuvre de la CCD en Afrique.

a) Contribution aux PANS et au dialogue sectoriel sur les ressources naturelles

Exception faite d'un financement via le UNDP Drylands Development Centre, qui a contribué à la préparation du PAN au Mali, au Tchad et en Ethiopie, la Suisse n'a pas procédé par un soutien direct en terme d'assistance technique ou de financement attribué aux pays Parties pour l'élaboration de leur PAN. Dans aucun pays, la Suisse n'a rempli le rôle de chef de file. Néanmoins, dans plusieurs pays où elle est représentée par un bureau de coopération, la Suisse est un interlocuteur actif dans

la concertation sur les questions environnementales majeures, comme celles relatives à la gestion durable des ressources naturelles.

Au Burkina Faso, le bureau de la coopération suisse a collaboré à l'élaboration du PAN et continue de prendre part à toute rencontre jugée importante sur la gestion des ressources naturelles ou la protection de l'environnement dans ce pays. Au Mali, au Tchad et au Niger, il n'y a pas eu de participation à l'élaboration du PAN. En revanche les bureaux de coopération assistent aux réunions de concertation sur la gestion des ressources naturelles.

b) Aspects organisationnels de l'aide suisse

L'aide publique suisse dans le domaine de la lutte contre la désertification est gérée par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) qui fait partie du Département Fédéral des Affaires étrangères. Les programmes de coopération sont exécutés au niveau régional, national et local par des partenaires gouvernementaux, des ONGs et des associations professionnelles africaines ou alors par des organisations régionales, internationales, des ONGs suisses ou par des entreprises du secteur privé. De plus en plus d'accords de coopération sont passés avec des élus locaux (municipalités).

En outre, l'aide privée suisse reçoit généralement une contribution financière de la DDC. Celle-ci co-finance une douzaine d'ONGs suisses, quelques instituts de recherche et une trentaine de petites organisations cantonales ou municipales qui consacrent leurs moyens à soutenir des projets d'aide au plus démunis. Les ONGs suisses et ces organisations travaillent aussi dans des pays où la DDC n'a pas de programme de coopération, comme au Soudan ou en Namibie.

4.2. Engagement général de la Suisse dans les pays Parties touchés en Afrique

L'aide bilatérale suisse gérée par la DDC est répartie en fonction d'une concentration géographique, mais aussi sectorielle. Les pays ayant un programme important de la DDC en Afrique de l'Ouest sont: le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad. Le Sénégal fait l'objet d'une coopération plus réduite. En Afrique de l'Est et du Sud, les pays sont: le Mozambique et la Tanzanie. Madagascar, le Rwanda et l'Afrique du Sud font l'objet d'un programme spécial. En Afrique du Nord, les pays partenaires principaux sont le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et l'Egypte. La concentration sectorielle veut que les ressources financières soient consacrées, dans chaque pays ou région, à un nombre limité de secteurs.

Les ressources allouées aux programmes et projets de la DDC et des principales ONGs suisses en faveur du développement rural, d'activités de conservation des sols, de développement agricole et de gestion des ressources naturelles s'élèvent à **101'090'660 francs suisses (CHF)** (US \$ 67'393'800) pour la période 2000-2003, ce qui a fait un investissement moyen annuel de 25 millions de francs suisses par an pendant cette période.

Par région, les totaux sont les suivants (avec un rappel des totaux présentés dans le rapport qui couvrait les années 1997-1999)

	1997-1999	2000-2003
Afrique du Nord	3'697'000	4'796'500
Afrique de l'Ouest	45'155'000	60'826'840
Afrique de l'Est et du Sud	3'500'000 ³	31'485'500
Programmes globaux	565'000 ⁴	3'981'820
total	53'417'000	101'090'660

Le fait de n'avoir disposé, dans le rapport précédent, que d'une information fragmentaire pour l'Afrique de l'Est et du Sud ne permet malheureusement pas de comparer les totaux entre la période 1997-1999 et 2000-2003. Toutefois, pour ce qui est de l'Afrique du Nord et de l'Ouest, une augmentation des investissements est nette, en partie facilitée par l'amélioration des conditions de collaboration en faveur du développement rural (retour à plus de sécurité pour la population ou décentralisation des pouvoirs).

Les montants spécifiques à chaque projet/programme et dans chaque pays ainsi que les domaines thématiques et sectoriels dans lesquels ils sont impliqués sont présentés en annexe du présent rapport, qui fournit aussi des indications sur le statut de ces programmes quant à la durée de la phase actuelle (indications sur les engagements pour les années 2004 à 2006).

4.3. Présentation du programme de la coopération suisse avec les pays Parties touchés en Afrique

Une analyse du programme de la coopération suisse selon les questions thématiques principales et domaines thématiques et sectoriels mentionnés à l'avant propos révèle que le portefeuille privilégie beaucoup la collaboration avec les communautés, la société civile et les ONG de proximité. Les projets et programmes sont tous orientés à une **amélioration des conditions de vie** des populations et sont dédiés le plus souvent:

- **au développement rural**, avec des efforts particuliers envers l'économie rurale et la gestion durable des terres, de l'eau et de la végétation.
- **à l'agriculture**, qui est soutenue par des appuis à une modernisation progressive et une meilleure maîtrise des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux.
- **à la restauration des sols dégradés des sols et des écosystèmes forestiers menacés** de déboisement.

Chacun des projets consacre une part importante de ses ressources **au renforcement des capacités** (techniques, de gestion, d'interpellation), **au développement socio-organisationnel et à la formation de ressources humaines qualifiées** (notamment en recherche). Les actions de transfert de technologies ne sont soutenues que dans la perspective d'apprentissages progressifs associés à la mise en valeur des savoirs faire locaux et non de technologies importées d'une façon abrupte. De fait, **c'est l'innovation par les acteurs locaux** qui est le plus souvent préférée et soutenue. De plus en plus souvent, les projets associent

³ Seulement programme d'ONGs en Ethiopie et de recherche régionale du CIMMYT

⁴ seul WOCAT

étroitement les efforts et les nouvelles conditions en faveur du **développement local**. La **décentralisation** avec la reconstruction des pouvoirs et responsabilités locaux ainsi qu'une **démocratisation** de mieux en mieux affirmée ont beaucoup orienté les programmes de la coopération au cours des dernières années.

D'une manière générale, **la question "genre"** est intégrée dans tous les projets et programmes de la coopération suisse. Les rôles et intérêts respectifs des hommes et des femmes sont pris en compte dans le design des actions. Le renforcement des compétences et moyens d'expression des femmes est particulièrement soutenu.

Les orientations stratégiques et opérationnelles adoptées dans chaque sous-région sont présentés ci-après:

Afrique de l'Ouest

La base de l'action de la coopération suisse est incarnée par les 5 pays prioritaires: le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad. Dans ces pays, l'appui de la coopération suisse se concentre sur certaines zones. Afin d'assurer la nécessaire cohérence de l'appui avec les réalités socioéconomiques, le débordement de l'aire des pays de concentration est parfois envisagé pour un déploiement des efforts au-delà des frontières. Guidée par le contexte, expression des caractéristiques naturelles, géographiques, sociales, culturelles et économiques la DDC a été amenée à opérer des choix. Quatre champs d'activité sont actuellement prioritaires:

- a) **les systèmes de production agro-sylvo-pastoraux, la transformation et la commercialisation des produits agricoles**, domaines relevant de l'économie rurale;
- b) **l'artisanat, les micro-entreprises, les PME, la formation professionnelle**; axe fondé sur le dynamisme du secteur informel et qui développe des renforcements à différents niveaux, dont l'amélioration aux marchés
- c) **les services communautaires**, santé, éducation de base/alphabétisation, pistes, eau potable et assainissement
- d) **les systèmes institutionnels (décentralisation)**, renforcements des systèmes de gestion des ressources et des services collectifs de manière à soutenir le développement local.

Afrique de l'Est et du Sud

Les pays prioritaires dans cette région sont: le Mozambique et la Tanzanie. Madagascar, le Rwanda et l'Afrique du Sud font l'objet d'un programme spécial. Le programme de la DDC se décline en trois secteurs et dix points forts.

1) Réduction de la pauvreté et augmentation de la valeur économique ajoutée; secteur économique qui s'articule autour de 4 points forts: a) ressources naturelles et sécurité alimentaire/agriculture; b) emploi; c) petites et moyennes entreprises; d) infrastructures.

2) Equité sociale, secteur de promotion de la sécurité et de l'égalité des chances (inclus au niveau du genre), il s'articule autour de 3 points forts: a) éducation; b) santé; c) eau

3) Bonne gouvernance, secteur de promotion de l'efficacité des gouvernements centraux et locaux, il s'articule autour de 3 points forts: a) décentralisation et renforcement de la démocratie; b) lois et droits humains; c) condition-cadres économiques.

Afrique du Nord

Le niveau d'intervention de la coopération suisse en ce qui concerne la lutte contre la désertification est avant tout régional, avec quelques actions de mise en œuvre au niveau national et local. La priorité est donnée à la gestion durable des terres, à l'élevage et à l'agriculture. De nouveaux programmes travaillent sur l'interrelation entre la gestion des ressources et l'amélioration des conditions de vie des familles rurales, en opérant aussi au niveau des cadres législatifs et institutionnels.

4.4. Contributions financières aux activités spécifiques des organes de la CCD.

A ce niveau, l'engagement financier suisse envers la CCD a été entre 2000 et 2003 de **1'245'000 CHF** (US \$ 830'000) de fonds volontaires se distribuant comme suit:

- Contributions au Secrétariat (participation de délégations gouvernementales et d'ONG aux sessions de la COP et du CRIC); préparation rapports nationaux; études et réunions régionales: 795'000 CHF
- Contribution au Mécanisme Mondial 450'000 CHF

Berne, le 9 juillet 2004/ ORL

Projects and Programmes 2000-2004**Global Programmes**

<i>GLOBAL PROGRAMMES</i>			
World Overview of Conservation Approaches and Technologies - WOCAT			
Phase 1	92-95	Secretariat: CDE (University of Berne); international and national member institutions	300'000.-
Phase 2	95-98		688'000.-
Phase 3	09/98-12/01		1'025'000.-
Phase 4	01/02-12/04		1'200'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - information system on soil and water conservation technologies and approaches - capacity building - development of tools for knowledge exchange and decision support 			
Comment: Africa had a main focus before 2000; then WOCAT shifted more to Asia			

<i>GLOBAL PROGRAMMES</i>			
National Centre of Competence in Research (NCCR) North - South			
Phase 1	01-04	Coordination: CDE (University of Berne); 7 Swiss research institutions and their partner networks in the South	3'000'000
Phase 2			
Phase 3			
<ul style="list-style-type: none"> - North-south research partnership for mitigating syndromes of global change - Disciplinary and transdisciplinary research - Partnership actions for mitigating syndromes of global change 			
Comment: The indicated budget approximately covers the share of research activities related to desertification in Africa			

East and Southern Africa

REGIONAL PROGRAMMES

<i>SADC countries</i>			
Southern African Drought and Low Soil Fertility Project SADLF			
Phase 1	97-99	CIMMYT, Mexique (Centre International pour l'Amélioration Maïs et Blé) national research institutes; NGOs, small holders	1'350'000.-
Phase 2	2000-2002		1'735'000.-
Phase 3	01/03-12/04		1'400'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - strategies for combating desertification - agricultural research: germplasm improvement and regional testing - on-farm verification and regional dissemination 			

<i>Botswana, Namibia, Angola, Zambia</i>			
Transfrontier Conservation Areas			
Phase 1	01-04	Conservation International, IRDNC	1'530'000
Phase 2	05-08		2'800'000
<ul style="list-style-type: none"> - reinforcement of links between border communities - optimisation of soils and land use - biodiversity conservation 			

<i>Ethiopia, Eritrea, Kenya, Tanzania, Mozambique, Madagascar</i>			
Eastern and Southern Africa Partnership Programme - ESAPP			
Phase 1	04/99-12/02	CDE (University of Berne); with partner organisations, national and local GOs and NGOs, private sector, local communities	2'800'000.-
Phase 2	01/03-12/06		4'460'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - participatory testing, adapting and promoting of concepts and tools for sustainable land management and regional development - research partnership and knowledge management - assisting policy development and development activities 			

<i>Burundi, Congo, Ethiopia, Kenya, Rwanda, Tanzania, Uganda, Madagascar, Mozambique, South Africa</i>			
Pan African Bean Research Alliance - PABRA			
Phase 6	09/98 – 08/01	PABRA;	3'010'897.-
Phase 7	09/01-09/04	CIAT, CGIAR and other research networks	3'000'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - contribute to food security through enhancing bean production, marketing and consumption - income generation - ecological sustainability of farming systems 			

<i>East and Central Africa</i>			
African Highland Initiative			
Phase 2	01/98-12/01	ICRAF; with international and national research institutions; farmers and extensionists	2'900'000.-
Phase 3	04/02-12/04		1'500'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Improving livelihoods - enhance agricultural productivity and sustainable land management - protection and maintenance of natural resources - scaling-up of watershed-based '<i>Integrated natural resource management approach</i>' INRM 			

ETHIOPIA

<i>Ethiopia</i>			
Caritas: Adigrat – diocesan Development Action			
	97-99	CARITAS/Adigrat Catholic secretariat	1'450'000.-
	00-04		2'560'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - water and soil conservation - construction activities for water and soil conservation, and land management 			

TANZANIA

<i>TANZANIA</i>			
Southern Highlands Dairy Development Project			
	Since 1982	Interco-operation	
	2000-2003		3'000'000
	2004-2005		188'000
<ul style="list-style-type: none"> - improvement of livestock - income generation for small farmers <p>Project will be closed at the end of 2005</p>			

Annexe

TANZANIA			
Reinforcement of Pastoral Civil Society			
Phase 1	2002-2006	IIED	920'000
<ul style="list-style-type: none"> - Reinforcement of negotiation capacity of pastoral communities - Links building between pastoral groups - Valorisation of traditional practices and knowledge 			

TANZANIA/MALAWI			
Songwe: trans-boundary river catchments			
Phase 1	12/03-9/04	WWF	197'400
Phase 2	10/04-9/07		1'050'000
<ul style="list-style-type: none"> - erosion fighting; rehabilitation of degraded land - environmental education - dialogue enhancement between downstream and upstream communities 			

TANZANIA			
Rural Livelihoods Development Program RLDP			
Preparatory phase	03/04-12/04	Consortium of Swiss organisations (Intercooperation, Swisscontact, Iteco, KEK)	400'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - poverty reduction and social and physical well-being: support economic growth and assets development for the poor - sustainable use of natural resources - promotion of non-farm rural micro- and small enterprises - financial services and rural access and transport <p>Comment: project will start in 2005 with a time horizon of 12-15 years, budget allocation foreseen is about 6'000'000.- annually</p>			

MOZAMBIQUE

MOZAMBIQUE			
Support to local development initiatives & communities empowerment in Cabo Delgado			
	Since 96		
	01-04		3'200'000
<ul style="list-style-type: none"> - Community based development actions - Improvement of livelihood conditions 			

MOZAMBIQUE			
Local Development Initiative & Decentralized planning (Mecuburi)			
	01-03		3'300'000
	2004		1'640'000
<ul style="list-style-type: none"> - Community based actions plan - Local governance 			

MADAGASCAR

MADAGASCAR			
Programme d'appui au développement rural SAHA			
Phase 1	10/00-12/03	Intercooperation; IUED; local actors and communities;	20'820'000.-
Phase 2	01/04-12/06	NGOs; local research offices	18'370'000.-
Comment: covers three regional projects (Menabe, Imerina, Betsileo), and coordination and support			
<ul style="list-style-type: none"> - poverty reduction and improvement of living conditions in rural areas - income generation: access to markets, diversification and intensification of production - natural resources: land titles, economic valorisation of NR, sustainable production systems - food security and vulnerability: saving groups, debt relief of households - services: community health, AIDS, safe drinking water and sanitation - communication and information exchange - local governance: human and institutional development, negotiation capacity of civil society, improvement of planning instruments 			

North Africa

REGIONAL PROGRAMMES

Algeria, Morocco, Egypt, Libya, Tunisia			
Gestion durable de la biodiversité en Afrique du Nord			
Phase 1	09/95-02/97	IUCN, with IUCN members and partner organisations (GOs and NGOs), universities	717'000.-
Phase 2	05/98-04/01		1'100'000.-
Phase 3	06/01-05/04		1'910'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - slow down the rate of biodiversity loss in key ecosystems - conservation of endangered and economically useful plants (esp. medical and aromatic plants) - promote indigenous knowledge and equitable participation of people in the management and conservation of endangered and useful plants - methodology development, training and information exchange 			

Algeria, Morocco, Egypt, Tunisia			
Contribution pour la réalisation des actions concernant la mise en place des Réseaux d'Observatoires de Surveillance Ecologique à Long Terme - ROSELT			
Phase 1	95-96	Observatoire du Sahara et du Sahel OSS; national research institutions; governmental services	180'000.-
Phase 2	97-02		1'000'000.-
Phase 3	02-05		980'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - knowledge generation on long-term evolution of eco-systems and interrelations between ecological and socio-economic systems - develop approaches and instruments for sustainable management of natural resources and sustainable development - capacity building 			

Algeria, Libya, Tunisia			
Observatoire du Sahara et du Sahel OSS: Systèmes Aquifères du Sahara Septentrional SASS			
Phase 1	97-02	Observatoire du Sahara et du Sahel OSS, SASS; French cooperation, UNEP/GEF, GOs	532'000.-
Phase 2	02-04		600'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - data-base and information system: ecological long-term monitoring - research on trans-boundary aquifers - sustainable management of water resources - capacity building and dialogue 			

<i>Algeria, Morocco, Tunisia</i>			
Improving the Livelihoods of Rural Communities and Natural Resource Management in the Mountains of the Maghreb Countries			
Phase 1	10/03-12/06	ICARDA in partnership with national research institutes; GOs and NGOs	650'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - poverty alleviation and sustainable resource management - improve agricultural and livestock production systems in mountain areas - income generation and livelihoods - capacity building for participatory research and partnership 			

<i>Algeria, Morocco, Mauritania, Libya, Tunisia</i>			
Sustainable Management of the Agro-pastoral Resource Base in the Maghreb			
Phase 1	04/98 – 12/01	ICARDA, 12 National Agricultural Research Systems (NARS), research and development projects	176'000.-
Phase 2	01/02-12/04		538'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - soil protection and rehabilitation - decision-making tools for sustainable management of the agro-pastoral production base - empowerment of local communities (support for coping strategies) - capacity building (National Agricultural Research System), institutional development, networking 			

West Africa

REGIONAL PROGRAMMES

<i>REGIONAL PROGRAMME</i>			
West- and Central-African Millet Research Network - ROCAFREMI			
Phase 4	97-99	ICRISAT, ROCAFREMI Network (international to local level actors), National Research Institutions	2'257'000.-
Phase 5	05/00 – 12/01		1'161'000.-
Phase 6	01 /02– 03/03		1'161'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Research for improved production systems - Enhance research capacities 			
Comment: <i>Project closed in 2003</i>			

<i>REGIONAL PROGRAMME</i>			
Integrated Pest Management (IPM) in Peri-Urban Agriculture			
Initiation phase	04/03-05/04	IITA with local farmer groups; Regional, national networks, CGIAR; local NGOs	400'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - increase food security of urban consumers - tackling pest and disease problems in vegetable production - participatory development of IMP options with alternatives to pesticides 			

BURKINA FASO

<i>BURKINA FASO</i>			
Contribution financière au FEER Fonds national de l'Eau et de l'Équipement Rural II			
Phase 2	97-99	FEER, Central and local administration with local communities	5'538'000.-
Phase 3	11/00 – 06/04		5'000'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - increase productivity and economic diversity - enhance capacity of stakeholders in the decentralisation process - bottom-up approach: strengthening governmental administration towards better devolution of responsibility for local resource use and infra-structural development to villagers 			

Annexe

BURKINA FASO			
Appui au développement local à l'Est - (ADELE)			
Phase 1	05/98 – 12/01	Local administration, local associations	4'000'000.-
Phase 2	01/02 - 12/04		4'800'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - education and training and information exchange - improve natural resource management - decentralisation and devolution of responsibility and capacity for local resource management and local development in a multi-stakeholder process (local to national level) 			

BURKINA FASO			
Programme de soutien à la federation nationale des groupements NAAM - FNGN			
Phase 2	10/95-12/99	Fédération des Unions de Groupement Naam	870'000.-
Phase 3	2001-12/03		1'350'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - natural resource management - organisational, economical and technical capacity building 			
Comment: <i>project closed in 2003</i>			

BURKINA FASO			
Contributions au programme d'activités de l'APESS			
	97-99	Association pour la promotion de l'élevage en Savanne et au Sahel (APESS), Dori	2'840'000.-
	99-2001		1'000'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - natural resource management; animal husbandry and fodder production - capacity building 			
Comment: <i>project closed in 2001</i>			

BURKINA FASO			
Programme d'appui décentralisation			
Phase 1	07/95 – 12/96	Commission Nationale de la Décentralisation (CND)	2'100'000.-
Phase 2	01/97 –06/98		515'000.-
Phase 3	07/98 – 06/03		2'880'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - decentralisation – local development - institutional support 			
Comment: <i>project closed in 2003</i>			

CAMEROON

CAMEROON			
Helvetas: Watershed protection			
	2002	Village committees, GO's, NGOs	410'000.-
	2003		230'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - watershed protection: reforestation, soil conservation, sustainable land management - capacity building 			

MALI

MALI			
Décentralisation, gouvernance et développement local (PAD)			
Phase 1	05/97 – 12/97	Helvetas; central and local administration; local research centre; communal and regional councils, CBOs	655'800.-
Phase 2	01/98 – 06/01		4'344'000.-
Phase 3	07/01 – 06/04		4'285'000.-

Annexe

<ul style="list-style-type: none"> - Decentralisation, strengthening civil society and local governance - Sensitisation, information and capacity building - Information and training /action research <p>Comment: only very indirectly related to UNCCD, no specific resource management aspect</p>
--

<i>MALI</i>			
Gestion Durable des Ressources Naturelles au Mali (GDRN)			
Phase 3	01/99 – 12/00	Intercooperation; central and local administration;	4'334'000.-
Phase 4	01/01 – 12/01	NGOs; local association	1'990'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Natural resource management - Socio-organisational and economic capacity building for local actors - Institutional capacity building for public and private actors <p>Comment: Programme closed in 2001; follow-up project is <i>Jékasy</i></p>			

<i>MALI</i>			
Appui aux organisations paysannes pour la valorisation des ressources naturelles en région de Sikasso au Mali - JÉKASY			
Phase 1	01/02-12/04	Intercooperation; central and local administration; local organisations; NGOs, public / private services	4'540'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Diversification of agro-silvo-pastoral production systems - Capacity building for farmers and farmers' organisations - Decentralisation: Support of partnership of actors on all levels for local governance and development <p>Comment: Follow up project of <i>GDRN Mali</i></p>			

<i>MALI</i>			
CILSS Programme agrométéorologie			
Phase 13	08/00 – 07/04	Organisation Météorologique Mondiale OMM with local land users	1'197'000.-
<p>Capacity building of governmental services for taking over full responsibility for the programme, that is:</p> <ul style="list-style-type: none"> - development and maintenance of an agro-meteorological information system - service provision - enhancing partnership and co-operation with end users <p>Comment: last phase of SDC contribution, <i>project closed in 2004</i></p>			

<i>MALI</i>			
Développement rural, Zura			
	97-99	CARITAS /Diocèse de San	340'000.-
	2000-2001		360'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - water and soil conservation - natural resource management - empowerment of peasant organisations 			

NIGER

<i>NIGER</i>			
Programme d'Appui aux Initiatives Locales de la Rôneraie - PAIGLR			
Phase 5	01/96 – 03/02	SDC/COOF with local communities, IUCN	3'298'000.-

Annexe

<ul style="list-style-type: none"> - local governance of natural resources and development - sustainable land management - decentralisation: capacity building for governmental staff
Comment: <i>project closed in 2002; some activities continue in FSIL</i>

<i>NIGER</i>			
Appui à la Gestion des ressources naturelles dans l'Aïr et le Ténéré - PAGRNAT			
Phase 1	87-89	IUCN; NGOs; DANIDA	2'900'000.-
Phase 2	04/90 –12/00	local associations, central and local administration	3'487'400.-
Intermediary phase	01/01 - 06/01		200'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - capacity building and support for local governance of natural resources (nomadic population) - assessment of clarification difficult socio-political context for the programme - identification of necessary institutional framework for SDC approach 			
Comment: Fragile political and social context, <i>project closed in 2001</i>			

<i>NIGER</i>			
Programme de Développement Local dans la Région de Maradi - PDLM			
Phase 1	97-98	COOF/PDLM with local beneficiaries (communal and voluntary groups; Public / private actors and services	1'739'000.-
Phase 2	99-2001		200'000.-
Phase 3	01/03-12/04		1'080'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - contribute to the creation of a framework that allows for sustainable development - empowerment of local actors for local governance of development - supporting social equality and economic diversity 			

<i>NIGER</i>			
Fonds de Soutien à l'Investissement Local FSIL			
Phase 2	08/01-07/03	Local independent FSIL with SDC/COOF; Local communal, inter-communal organisations	4'690'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Empowerment of local communities to govern their natural resources and their own development - Providing financial assets for independent communal decision-making on infrastructure - Enhancing bottom-up processes 			
Comment: <i>from 2004 split into FSIL Gaya and FSIL Maradi: twin projects with similar orientation and approach, yet split due to specific characteristics. SDC approach of concerted development actions</i>			
FSIL Gaya			
Phase 1	01/04-12/06		4'431'000.-
FSIL Maradi			
Phase 1	01/04-12/06		4'588'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Providing funds for necessary infrastructure under the management of local communities - Capacity building for local infra-structural development - Securing quality and sustainability in the local management and maintenance of infrastructure 			

<i>NIGER</i>			
Appui au développement local de Gaya - PADEL			
Phase 1	1997-1999	CBOs, NGOs, local administration	1'226'000.-
Phase 2	04/00 – 03/03		2'900'000.-
Phase 3	04/03 – 03/06		1'540'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Local development, build up community structures - Pasture management - capacity building: management, planning 			

Annexe

<i>NIGER</i>			
Appui à l'autopromotion paysanne Agadez			
Phase 1	97-99	NGOs; local associations	180'000.-
Phase 2	00-01		200'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - agro-pastoral production - capacity building, education and training 			
Comment: <i>project closed in 2001 due to security reasons</i>			

<i>NIGER</i>			
Appui à l'organisation paysanne 'Mooriben'			
Phase 2	01/99 - 06/02	Fédération paysanne 'Mooriben'	1'000'000.-
Phase 3	03/03 – 02/06		750'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Natural resource management - Capacity building - Institutional development 			

<i>NIGER</i>			
Développement local Tillabéri (CADELT)			
	98-99	Comités de zone et de régions	1'232'000.-
Phase 2	05/01- 04/04		3'030'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Rehabilitation of wetlands (bas-fonds) - Organisational development - Poverty reduction, income generation 			

<i>NIGER</i>			
Swissaid: Développement du Terroir villageois de Tombo Bana			
Phase 1	01-03	Swissaid; village committee of Tombo Bana	60'000.-
Phase 2	04-06		60'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Land rehabilitation - Soil conservation measures and tree plantation 			

<i>NIGER</i>			
Swissaid: Appui aux groupement Féminins de Gaya			
Phase 1	01-02	Swissaid; Association pour la promotion des Groupements ruraux APGR	75'000.-
Phase 2	03-04		95'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Land rehabilitation - Micro-credits 			

SÉNÉGAL

<i>SÉNÉGAL</i>			
Instrument et Modèle pour un Aménagement Participatif IMAP (Thiès)			
Phase 1	11/02-10/05	EPFLausanne, elected members of urban community of Thiès and rural community of Fandène	360'200.-
<ul style="list-style-type: none"> - Conflict management (resource conflicts) - capacity building: local governance of natural resources - PTD, information and communication technologies, knowledge management 			

<i>SÉNÉGAL</i>			
HEKS: Nganda – Développement agriculture durable			
	2002		90'000.-

Annexe

	2003		90'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - agriculture and sustainable use of natural resources - Capacity building, education and training 			

SÉNÉGAL			
HEKS: Thiès/Mayes – Appui aux organisations de femmes en agriculture biologique			
	98-99	HEKS/ENDA-PRONAT, women's and men's group	60'000.-
	01-02		80'000.-
	03		50'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - bio-production - capacity building; education and training 			

TCHAD

TCHAD			
Project d'extension de l'application des informations et conseils agrométéorologiques à la production agro-pastorale			
	97-99	Organsiation Météorologique mondiale OMM;	788'000.-
Phase 3	01/01-12/03	AGRYMET; Radio nationale; Direction des Ressources en Eau et de la Météorologie; NGOs	780'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - agro-meteorological information system to mitigate climatic risks and threats - Technology transfer and capacity building for participatory technology development 			
Comment. <i>project closed in 2003</i>			

TCHAD			
Rehabilitation de pistes et lutte contre l'érosion – Bilitine / Ennedi			
Phase 1	02/02-01/05	Bureau d'étude ECAT, local associations, public services	4'820'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructure for rural development: rehabilitation and maintenance of rural roads - reduction of soil loss and damages to rural roads due to water erosion (rainfall) 			

TCHAD			
Renforcement des capacités dans la domaine des infrastructures rurales – Bilitine / Ennedi			
Phase 1	02/02-01/05	Bureau d'étude ECAT, local associations	1'560'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - to support and develop local institutions with the capacity of long-term maintenance of rehabilitated rural roads and anti-erosion structures - reduction of soil loss and damages to rural roads due to water erosion (rainfall) - to support the elaboration of a coherent policy for rural transport 			

TCHAD			
Développement regional (Bilitine, Batha, Arada et Ennedi, Moyen Chari, Logones, Moussoro)			
Phase 1	08/99 – 06/01	SDC; a team of local professionals/facilitators,	8'005'150.-
Phase 2	07/01 - 06/04	NGOs, local communities	12'334'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - sustainable management of natural resources and rural development - improvement of agro-silvo-pastoral production systems: diversification, productivity, sustainability - foster innovations in local production systems - basic education, professional training, capacity building 			

TCHAD			
Swissaid: Appui aux groupes de base dans la sous-préfecture de Mangalmé			
Phase 1	00-01	SWISSAID/Association NAFIR, women's groups,	123'000.-

Annexe

Phase 2	02-03	125 producer groups	132'000.-
Phase 3	04-05		80'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Sustainable agriculture, natural resource management - Capacity building, education and training 			

<i>TCHAD</i>			
Swissaid: Sécurité alimentaire et gestion des ressources naturelles, Région de Guéra			
Phase 1	00-01	Swissaid; NAGDARO / NGO; 30 villages	79'000.-
Phase 2	02-03		74'000.-
Phase 3	04-05		70'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Food security - Soil protection and rehabilitation - Sustainable soil and water management; organic material 			

<i>TCHAD</i>			
Swissaid: Programme triennal DARNA VI			
	97-01	SWISSAID/Association DARNA; peasant associations	179'000.-
	02-03		168'000.-
<ul style="list-style-type: none"> - Environmental protection, agro-forestry - Local water supply - Capacity building, education and training 			
Comment: <i>Project closed in 2003</i>			